

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1984 B 09505 Numéro SIREN : 330 568 338 Nom ou dénomination : 4 EN 1
--

Ce dépôt a été enregistré le 09/09/2021 sous le numéro de dépôt 97035



20210970352019

DATE DEPOT : 09/09/2021

N° DE DEPOT : 97035

N° GESTION : 1984B09505

N° SIREN : 330568338

DENOMINATION : 4 EN 1

ADRESSE : 8 RUE PHILIPPE DE GIRARD 75010 PARIS

MILLESIME : 2019

SAS 4 EN 1

Siège social : 8 RUE PHILIPPE DE GIRARD 75010 PARIS
SA au capital de 282 031 euros - Siret 33056833800017 - APE 4511Z

RÉSOLUTION D'AFFECTATION ADOPTÉE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 29 JUIN 2020 ARTICLE 44 - DÉCRET 83 - 1020 DU 29 NOVEMBRE 1983

Exercice clos le 31/12/2019

Seconde résolution

Les comptes présentés font ressortir un montant total à disposition de l'assemblée de 654 415,22 euros qui se compose des éléments suivants :

Bénéfice de l'exercice clos le 31/12/2019	35 130,90
Report à nouveau	419 284,32
Réserves distribuables	200 000,00
Total	654 415,22

L'affectation du résultat sera la suivante :

Distribution de dividendes	
Réserves relatives à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivant	
Autres réserves	200 000,00
Report à nouveau	454 415,22
Total	654 415,22

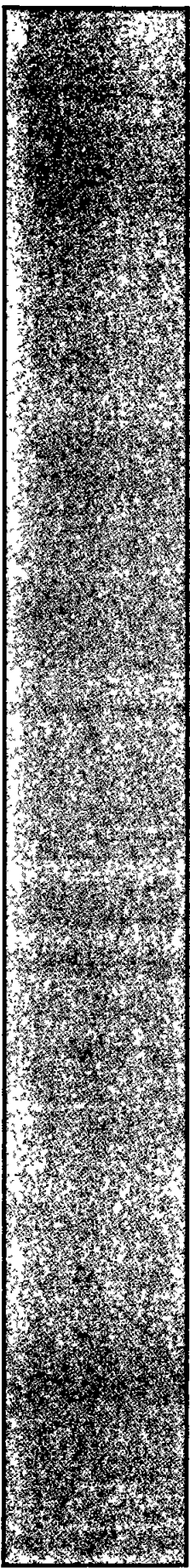
Conformément à la loi, il est rappelé que les distributions faites au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Dividende distribué	Part éligible à l'abattement
2018	néant	néant
2017	néant	néant
2016	néant	néant

Le taux d'abattement est de 40 % pour les distributions réalisées depuis le 1er janvier 2006.



CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL



SAS 4 EN 1

8 RUE PHILIPPE DE GIRARD

75010 PARIS

SIRET 33056833800017 - APE 4511Z

COMPTES ANNUELS

au

31 décembre 2019

EGIDE CLB

2 Rue de Lancry, 75010 PARIS

Téléphone : 01 42 40 13 13

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2019			Exercice clos le 31/12/18
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/19	
Capital souscrit - non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	2 323	2 323		
Fonds commercial	77 749		77 749	77 749
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	214 788	136 034	78 754	102 129
Installations techniques, matériel et outillage industriels	23 242	18 294	4 947	3 174
Autres immobilisations corporelles	268 108	52 461	215 647	25 007
Autres immobilisations corporelles en cours	9 500		9 500	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations	21		21	21
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	44 210		44 210	42 598
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	639 940	209 112	430 829	250 678
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	614 216	69 233	544 983	694 996
Avances et acomptes versés sur commandes	441		441	93
Créances				
Clients et comptes rattachés	148 959		148 959	175 925
Autres créances	1 077 648		1 077 648	1 018 478
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	42 947		42 947	44 443
Charges constatées d'avance	2 526		2 526	2 781
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 886 737	69 233	1 817 504	1 936 715
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	2 526 677	278 345	2 248 332	2 187 393

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/19	Exercice clos le 31/12/18
CAPITAUX PROPRES		
Capital	282 031	282 031
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	28 203	28 203
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres	200 000	200 000
Report à nouveau	419 284	399 273
Résultat de l'exercice	35 131	20 012
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	964 649	929 518
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (II)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	118 879	497
Emprunts et dettes financières diverses	366 857	234 626
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	18 078	41 197
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	592 609	836 874
Dettes fiscales et sociales	179 390	144 017
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 873	664
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	1 283 683	1 257 875
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES D'EVALUATION PASSIF (IV)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	2 248 332	2 187 393

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	5 689 376	5 345 541	343 834	6%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	421 013	321 511	99 502	31%
Montant net du chiffre d'affaires	8 110 388	5 667 052	443 336	8%
dont à l'exportation	22 500		22 500	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	500	1 083	(583)	-54%
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	35 802	75 120	(39 318)	-52%
Autres produits	5 701	1 358	4 344	320%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	6 152 392	5 744 613	407 779	7%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	4 559 180	4 464 069	95 111	2%
Variation de stock	118 583	21 112	95 470	452%
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	617 210	572 909	44 300	8%
Impôts, taxes et versements assimilés	37 349	23 758	13 591	57%
Salaires et traitements	430 440	414 087	16 353	4%
Charges sociales	158 502	150 708	7 794	5%
Dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	38 414	29 000	9 414	32%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	69 233	35 802	33 431	93%
Dotations aux provisions				
Autres charges	2 083	3 125	(1 042)	-33%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	6 028 894	5 714 571	314 423	6%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	123 397	30 042	93 355	311%
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Pertes ou bénéfice transféré (IV)				
TOTAL QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS EN COMMUN (III - IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	18		18	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	18		18	
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	7 663	8 242	(580)	-7%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	7 663	8 242	(580)	-7%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(7 645)	(8 242)	598	7%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - V + V - VI)	115 753	21 800	93 953	431%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		3 099	(3 099)	-100%
Sur opérations en capital		46 367	(46 367)	-100%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		49 466	(49 466)	-100%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	63 579	1 240	62 339	5027%
Sur opérations en capital		49 087	(49 087)	-100%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	63 579	50 327	13 252	26%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(63 579)	(861)	(62 718)	-7282%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (IX)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (X)	17 043	927	16 116	1739%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	6 152 409	5 794 079	358 331	6%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	6 117 279	5 774 067	343 211	6%
BÉNÉFICE OU PÉRTE	35 131	20 012	15 119	76%

ANNEXE

1 janvier 2019 au 31 décembre 2019

EGIDE CLB

2 Rue de Lancry, 75010 PARIS - Téléphone : 01 42 40 13 13

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2019 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rebais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels	5 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Engagements en matière de retraite

La législation Française prévoit que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. L'engagement correspondant aux droits à indemnité de départ en retraite n'est pas provisionné dans les comptes sociaux.

Le montant de cet engagement à la clôture de l'exercice, évalué selon la méthode actuarielle tient compte des salaires projetés de fin de carrière.

Les principales hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

Départ volontaire à 65 ans

Taux d'actualisation de 1,74%

Taux de progression des salaires (inflation incluse) de 1%.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation (égale)
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	80 072					80 072	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	80 072					80 072	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction	214 788					214 788	
Installations techniques, matériel et outillage ind	20 281		2 961			23 242	
Installations générales, agencements divers	40 103		179 423			219 528	
Matériel de transport	13 434					13 434	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 079		25 069			35 148	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours			9 500			9 500	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	298 685		216 953			515 637	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	21					21	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	42 598		1 612			44 210	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	42 619		1 612			44 231	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	421 375		218 565			639 940	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situation et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	112 658	23 376		136 034
Inst. techniques, matériel et outillage Industriel	17 107	1 187		18 294
Inst. générales, agencements, aménagements divers	28 314	9 196		37 510
Matériel de transport	1 442	2 550		3 992
Matériel de bureau et Informatique, mobilier	8 853	2 106		10 959
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	168 375	38 414		206 789
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	170 697	38 414		209 112

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situation et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dont : Dérég			Reprises			Mouvement net en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode d'évaluation	Fiscal exception	Différentiel de durée	Mode d'évaluation	Fiscal exception	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. générales, agencements et aménagements des							
Inst. techniques, matériel et outillage Industriel							
Inst. générales, agencements, aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)							

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	35 802	69 233	35 802	69 233
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	35 802	69 233	35 802	69 233

FONDS COMMERCIAL

Eléments	Valeur nette	Durée d'amortissement
Néant		
TOTAL		

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	44 210		44 210
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	148 959	148 959	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	24 232	24 232	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés	916 944	916 944	
Débiteurs divers	136 472	136 472	
Charges constatées d'avance	2 526	2 526	
TOTAL DES CRÉANCES	1 273 243	1 229 133	44 210

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Indemnités de fin de carrière à verser	90 489
Valeur probable des indemnités à verser	62 365
Valeur actuelle probable des indemnités à verser	47 510
Dettes actuelles	8 793

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Réserves de report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenus	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors de dernier exercice (écoulé)	Résultats (bénéfice ou de dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brut	Net				
NEANT									
TOTAL									

CAPITAL SOCIAL

	Nombre de titres			Valeur nominale
	À la clôture de l'exercice	Créés pendant	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	18 475			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	529	529		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	118 350	17 491	91 354	9 505
Emprunts et dettes financières divers	80 161	80 161		
Fournisseurs et comptes rattachés	592 609	592 609		
Personnel et comptes rattachés	36 701	36 701		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	57 279	57 279		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	16 843	16 843		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	68 567	68 567		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	286 696	286 696		
Autres dettes	7 873	7 873		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	1 245 607	1 105 570	91 354	9 505

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	2 526
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 526

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	529
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 376
Dettes fiscales et sociales	103 745
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	157 650

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	89 366
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés pour l'exercice à la somme de 3 600 €

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL GÉNÉRAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

	Redevances payées d'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat (résidu)
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à fin	De fin à fin	À fin de l'exercice	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	13 595	13 595	13 728	37 885		680
Immobilisations en cours						
TOTAL GÉNÉRAL	13 595	13 595	13 728	37 885		680

EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2019 est de 10 salariés

SA 4 EN 1

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

SA 4 EN 1

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la SA 4 EN 1

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, j'ai été informé que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

SA 4 EN 1

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Convention d'avances en comptes courant au sein des sociétés du Groupe Lafayette :

Avances en compte courant entre les sociétés liées du Groupe Lafayette Gestion ; aucun intérêt n'est comptabilisé au titre de ces avances.

Personnes concernées : Monsieur Gilles VAN WORMHOUDT

Le compte de la SAS LAFAYETTE GESTION présente au 31 décembre 2019 un solde débiteur de 901 943 euros.

Le compte de la SAS MOTO BASTILLE présente au 31 décembre 2019 un solde créditeur de 90 660 euros.

Le compte de la SA GARAGE FOLIE MERICOURT présente au 31 décembre 2019 un solde créditeur de 73 910 euros.

Le compte de la SARL FRANCE MOTO DISTRIBUTION présente au 31 décembre 2019 un solde nul.

Le compte de la SAS ALESIA MOTO présente au 31 décembre 2019 un solde créditeur de 122 126 euros.

Convention de refacturation des frais de personnel et frais généraux mis en commun :

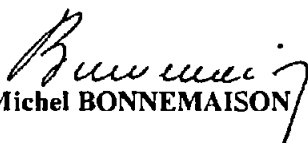
Facturation par la société LAFAYETTE GESTION des frais de personnel et des frais généraux supportés par la Holding au cours de l'exercice considéré.

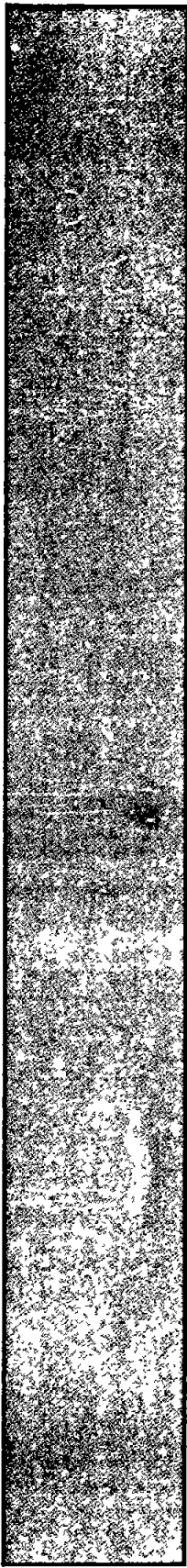
Personnes concernées : Monsieur Gilles VAN WORMHOUDT

Montants facturés à la SA 4 EN 1 : 206 877 euros HT.

Fait à Joinville-le-Pont, le 1er juin 2020

Le Commissaire aux Comptes,


Michel BONNEMAISON



SAS 4 EN 1

8 RUE PHILIPPE DE GIRARD

75010 PARIS

SIRET 33056833800017 - APE 4511Z

COMPTES ANNUELS

au

31 décembre 2019

EGIDE CLB

2 Rue de Lancry, 75010 PARIS

Téléphone : 01 42 40 13 13

ATTESTATION

1. DESTINATAIRES

Les destinataires du présent rapport sont les dirigeants de l'entreprise SAS 4 EN 1.

2. MISSION

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels qui nous a été confiée par l'entreprise SAS 4 EN 1, nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes. Cette mission ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 1 janvier 2019 au 31 décembre 2019 et présentent les caractéristiques suivantes :

Total du bilan :	2 248 332 EUR
Chiffre d'affaires ht :	6 110 388 EUR
Résultat de l'exercice :	35 131 EUR

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à PARIS

Le 7 avril 2020



Camille Lawson-Body
Expert-Comptable

EGIDE CLB

2 Rue de Lancry, 75010 PARIS - Téléphone : 01 42 40 13 13

COMPTES ANNUELS

1 janvier 2019 au 31 décembre 2019

EGIDE CLB

2 Rue de Lancry, 75010 PARIS - Téléphone : 01 42 40 13 13

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2019		Exercice clos le 31/12/18	
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net le 31/12/19	Net le 31/12/18
Capital souscrit - non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	2 323	2 323		
Fonds commercial	77 749		77 749	77 749
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terains				
Constructions	214 788	136 034	78 754	102 129
Installations techniques, matériel et outillage industriels	23 242	18 294	4 947	3 174
Autres immobilisations corporelles	268 108	52 481	215 647	25 007
Autres immobilisations corporelles en cours	9 500		8 500	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations	21		21	21
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	44 210		44 210	42 598
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	639 840	209 112	430 829	250 678
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	814 216	69 233	544 983	694 898
Avances et acomptes versés sur commandes	441		441	93
Créances				
Clients et comptes rattachés	148 959		148 859	175 925
Autres créances	1 077 648		1 077 648	1 018 478
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	42 947		42 947	44 443
Charges constatées d'avance	2 528		2 526	2 781
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 886 737	69 233	1 817 504	1 936 715
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	2 526 577	278 345	2 248 333	2 187 393

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/19	Exercice clos le 31/12/18
CAPITAUX PROPRES		
Capital	282 031	282 031
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	28 203	28 203
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres	200 000	200 000
Report à nouveau	419 284	399 273
Résultat de l'exercice	35 131	20 012
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	964 649	929 518
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (II)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	118 679	497
Emprunts et dettes financières diverses	366 857	234 626
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	18 076	41 197
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	592 609	836 874
Dettes fiscales et sociales	179 390	144 017
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 873	664
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	1 283 683	1 257 875
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES D'EVALUATION PASSIF (IV)		
TOTAL PASSE (I + II + III + IV)	2 248 332	2 187 393

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	5 689 376	5 345 541	343 834	6%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	421 013	321 511	89 502	31%
Montant net du chiffre d'affaires	6 110 388	5 687 052	443 338	8%
dont à l'exportation	22 500		22 500	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	500	1 083	(583)	-54%
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	35 802	75 120	(39 318)	-52%
Autres produits	5 701	1 358	4 344	320%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	6 152 392	5 744 613	407 779	7%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	4 559 180	4 464 069	85 111	2%
Variation de stock	116 583	21 112	95 470	452%
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	617 210	572 809	44 300	8%
Impôts, taxes et versements assimilés	37 349	23 758	13 591	57%
Salaires et traitements	430 440	414 087	16 353	4%
Charges sociales	158 502	150 708	7 794	5%
Dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	38 414	29 000	9 414	32%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	69 233	35 802	33 431	83%
Dotations aux provisions				
Autres charges	2 083	3 125	(1 042)	-33%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	6 028 994	5 714 571	314 423	6%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	123 397	30 042	83 355	311%
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Pertes ou bénéfice transféré (IV)				
TOTAL QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS EN COMMUN (III - IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	18		18	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	18		18	
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	7 663	8 242	(580)	-7%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	7 663	8 242	(580)	-7%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(7 645)	(8 242)	598	7%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - V + V - VI)	115 753	21 800	93 953	431%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		3 099	(3 099)	-100%
Sur opérations en capital		46 367	(46 367)	-100%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		49 466	(49 466)	-100%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	63 579	1 240	62 339	5027%
Sur opérations en capital		49 087	(49 087)	-100%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	63 579	50 327	13 252	28%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(63 579)	(861)	(62 718)	-7282%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (IX)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (X)	17 043	927	16 116	1739%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	6 152 409	5 794 079	358 331	6%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	8 117 279	5 774 067	343 211	6%
BÉNÉFICE OU PÉRTE	25 131	20 012	15 119	70%

ANNEXE

1 janvier 2019 au 31 décembre 2019

EGIDE CLB

2 Rue de Lancry, 75010 PARIS - Téléphone : 01 42 40 13 13

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2019 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rebais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement et imputables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels	5 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Engagements en matière de retraite

La législation Française prévoit que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. L'engagement correspondant aux droits à indemnité de départ en retraite n'est pas provisionné dans les comptes sociaux.

Le montant de cet engagement à la clôture de l'exercice, évalué selon la méthode actuarielle tient compte des salaires projetés de fin de carrière.

Les principales hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

Départ volontaire à 65 ans

Taux d'actualisation de 1,74%

Taux de progression des salaires (inflation incluse) de 1%.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Utile Valeur d'origine en fin d'exercice
		Revalorisation	Acquisition	Virement de poste à poste	Cessions et mises hors service		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	80 072					80 072	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	80 072					80 072	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencement des constructions	214 788					214 788	
Installations techniques, matériel et outillage industriel	20 281		2 961			23 242	
Installations générales, agencements divers	40 103		179 423			219 526	
Matériel de transport	13 434					13 434	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 079		25 069			35 148	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours			9 500			9 500	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	298 685		216 953			515 637	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	21					21	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	42 598		1 812			44 410	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	42 619		1 812			44 431	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	42 675		218 765			439 575	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situation et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	112 658	23 376		136 034
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	17 107	1 187		18 294
Inst. générales, agencements, aménagements divers	28 314	9 196		37 510
Matériel de transport	1 442	2 550		3 992
Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 853	2 108		10 959
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	168 375	38 414		206 789
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	170 697	38 414		209 112

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situation et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Cessions			Reprises			Mouvement net en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Fiscal exception	Différentiel de durée	Mode dégressif	Fiscal exception	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations Incorporelles							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. générales, agencements et aménagements des							
Inst. techniques, matériel et outillage Industriel							
Inst. générales, agencements, aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)							

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur Immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur Immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur Immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	35 802	69 233	35 802	69 233
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	35 802	69 233	35 802	69 233

Elément	Valeur nette	Durée d'amortissement
Néant		
TOTAL		

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	44 210		44 210
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	148 959	148 959	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôt sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	24 232	24 232	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés	916 944	916 944	
Débiteurs divers	136 472	136 472	
Charges constatées d'avance	2 526	2 526	
TOTAL DES CRÉANCES	1 278 343	1 229 133	44 210

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Indemnités de fin de carrière à verser	90 489
Valeur probable des indemnités à verser	62 365
Valeur actuelle probable des indemnités à verser	47 510
Dette actuarielle	8 793

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Créances d'affaires hors du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
NEANT									
TOTAL									

CAPITAL SOCIAL

	Nombre de titres			Valeur nominale
	À la clôture de l'exercice	Créés pendant	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	18 475			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et à un an au plus	Échéance à plus de 3 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	529	529		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	118 350	17 491	91 354	9 505
Emprunts et dettes financières divers	80 161	80 161		
Fournisseurs et comptes rattachés	592 609	592 609		
Personnel et comptes rattachés	36 701	36 701		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	57 279	57 279		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	16 843	16 843		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	68 567	68 567		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	266 696	266 696		
Autres dettes	7 673	7 673		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total Dettes	1 245 507	1 027 974	91 354	9 505

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	2 526
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 526

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	529
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 376
Dettes fiscales et sociales	103 745
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	157 650

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	89 366
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés pour l'exercice à la somme de 3 600 €

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL GÉNÉRAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

	Redevances payées à l'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	13 595	13 595	13 728	37 885		680
Immobilisations en cours						
TOTAL GÉNÉRAL	13 595	13 595	13 728	37 885		680

EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2019 est de 10 salariés

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFIP N° 2059-G 2020

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement ou indirectement 10 % du capital)



(1) Néant * ☐

EXERCICE CLOS LE

3 1 1 2 2 0 1 9

N° SIRET

3 3 0 5 6 8 3 3 8 0 0 0 1 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SAS 4 EN 1

ADRESSE (voie)

8 RUE PHILIPPE DE GIRARD

CODE POSTAL

75010

VILLE

PARIS

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE

P5

0

Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays

IMPORTANT : Ne pas adresser ce formulaire à l'administration fiscale sous forme imprimée. Les données de ce formulaire doivent être télétransmises.

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Michel BONNEMAISON

Expert Comptable
Commissaire aux comptes

48, AVENUE MARCEAU
94340 JOINVILLE-LE-PONT

TEL : 01 43 79 99 20

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**
VAN WORMHOEDT

SA 4 EN 1

Société anonyme au capital de 282 031 euros

Siège Social : 8, rue Philippe de Girard
75010 PARIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport sur les comptes annuels

Bilan, compte de résultat, annexe comptable

Rapport spécial sur les conventions réglementées

SA 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

SA 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la SA 4 EN 1

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société SA 4 EN 1 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidence et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient au Président d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

SA 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

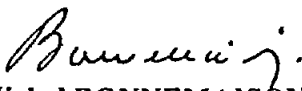
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Joinville-le-Pont, le 1er juin 2020

Le Commissaire aux Comptes,


Michel BONNEMAISON